

Dès lors, on ne peut pas affirmer que ces problèmes de juste répartition ne soient pas pris en compte et au sérieux par le gouvernement.

En outre, si l'on tient compte du fait que les pressions dans ce domaine sont journalières – l'Office central fédéral des imprimés et du matériel, par exemple, reçoit pratiquement tous les jours des demandes de pouvoir participer à un appel d'offres de toutes sortes d'entreprises –, on doit dire que l'équilibre résultant de l'étude approfondie faite, avec des chiffres, sur la base que nous avons choisie tient quasiment du miracle. C'est peut-être une fausse base, et je veux bien voir si d'autres solutions s'imposent, mais je ne crois pas que les chiffres de comparaison que vous avez choisis soient meilleurs que les nôtres, qui sont plus près de la vérité qui nous intéresse, pour savoir à qui on doit donner des mandats.

Je le répète, compte tenu de ces circonstances, l'équilibre tient quasiment du miracle. Il est dû au système de gestion que j'ai évoqué, au contrôle des adjudications mis en place, il est dû à la volonté très marquée de tenir compte des besoins de tous ceux qui travaillent dans cette branche dans une proportion équitable.

Par conséquent, je regrette que l'on ait pu comprendre que ce n'était pas là une préoccupation principale du gouvernement.

Maitre Jean-Philippe (C, GE): Un mot encore. Je crois vraiment qu'on a affaire à une sorte de dialogue de sourds.

On minimise, du côté du Conseil fédéral, la part que représentent les arts graphiques dans le volume total des commandes de la Confédération. C'est bien la raison pour laquelle j'ai dit que le sujet était cité ici uniquement à titre d'exemple révélateur d'un malaise qui peut être développé dans de nombreux autres secteurs. C'est en particulier ce qu'ont fait MM. Comby, par son interpellation, et Zwahlen, par sa motion 93.3639, dont il serait urgent de discuter.

On peut prendre effectivement tous les chiffres qu'on veut. Je dis simplement qu'il manque ici une volonté politique claire d'essayer de faire la part des choses et de tenir compte de la situation économique particulièrement difficile dans laquelle se trouve aujourd'hui la Suisse romande.

Les six cantons romands, en 1992, ont obtenu 8,2 pour cent du total des commandes de la Confédération, alors qu'ils représentent plus du 20 pour cent de la population totale. Vous voyez donc que si l'on prend ce critère, qui est à l'image des données que vous avez cherché vous-même à utiliser, Monsieur le Chancelier, on ne s'y retrouve pas non plus.

J'ai véritablement l'impression, et je ne cache pas mon inquiétude à cet égard, que l'on a affaire à une forme de dialogue qui est effectivement un dialogue de sourds, qu'il est difficile de se comprendre, parce que, pour pouvoir vraiment se comprendre, il faut avoir la volonté politique de dépasser la redoutable inertie que l'on constate aujourd'hui dans les administrations fédérales à ce propos.

Couchepin François, chancelier de la Confédération: C'est vrai que nous sommes en plein dialogue de sourds – il n'y a heureusement pas trop de monde pour l'entendre –, mais j'ai des chiffres qui ne sont pas les vôtres.

Lorsque vous invoquez le total des paiements qui sont faits dans ce domaine par la Confédération, sans compter les CFF et les PTT, qui ont encore des comptes séparés – mais enfin les efforts sont à peu près du même type –, je viens de faire le calcul de tête et j'arrive à plus de 15 pour cent des commandes qui sont faites en Suisse romande. Si on se réfère au nombre de citoyens suisses romands par rapports au nombre total de Suisses, on est au-dessus de ce qu'exigeraient les chiffres. Mais on peut toujours faire des calculs différents, n'est-ce pas?

Ce qui me choque dans ce qui est dit, c'est la conviction que vous avez que nous ne sommes pas conscients du problème et que nous ne voulons pas faire un effort dans ce sens, alors que, précisément, c'est mon combat depuis que je suis élu pour qu'on y arrive. Alors, là il y a un dialogue de sourds. Je vous promets que je me bats dans ce sens. J'espère qu'un jour nous nous rencontrerons.

93.3572

Interpellation Moser

Missbrauch vertraulicher Informationen durch die Presse

Divulgation par la presse d'informations confidentielles

Diskussion – Discussion

Siehe Jahrgang 1994, Seite 1240 – Voir année 1994, page 1240

Moser René (A, AG): Seit der Eingabe dieser Interpellation am 7. Dezember 1993 hat sich bezüglich Missbrauch vertraulicher Informationen durch die Presse einiges ereignet, so dass diese Diskussion keineswegs vom Tisch ist.

Ich bin von der Antwort des Bundesrates überhaupt nicht befriedigt. Ich will aber nicht besonders auf diesen Fall eingehen und gleich zu gewissen prinzipiellen Überlegungen kommen. An der Antwort des Bundesrates ist ja höchst interessant, dass sie wesentliche Passagen Wort für Wort aus dem sogenannten Verurteilungsprotokoll des Presserates des Schweizer Verbandes der Journalistinnen und Journalisten vom Februar 1994 enthält. Der Bundesrat übernimmt also mit anderen Worten die Stellungnahme des Schweizerischen Presserates.

Die Aussage des Bundesrates bezüglich der Missachtung von Vertraulichkeiten durch Journalisten lautet: «Die Tatsache, dass diese Regeln nicht immer mit der gewünschten Strenge befolgt werden, rechtfertigt Sanktionen gegen Journalisten noch keineswegs.» Das erstaunt mich schon. Wie ist denn das, wenn ich beim Parkieren einmal fünf Minuten überzeit habe? Kann ich dann auch sagen, wenn ich dort eine Busse erhalte, das bezahle ich jetzt nicht, das ist nicht verhältnismässig? Wohl kaum. Ich frage mich schon, was sich eine selbsternannte Elite von Journalisten noch alles leisten kann, bis der Bundesrat einschreitet.

Nachdem kürzlich die Fahndungserkenntnisse im Fall der algerischen Fundamentalistenorganisation FIS ebenfalls durch Journalisten in einer Wochenzeitung an die Öffentlichkeit gebracht worden sind, ist die Diskussion um die «Pressefreiheit über alles» erneut aufgekommen. Diesmal hat die Bundesanwaltschaft eingegriffen. Der Aufschrei der gleichen Elitejournalisten war nicht zu überhören. Als Anschlag auf die Pressefreiheit wurde diese Aktion gewertet. Kein Wort war darüber zu hören, dass es sich in diesem Fall grundsätzlich um die Frage unrechtmässig beschaffter vertraulicher Papiere handelte. Aber eben: Pressefreiheit über alles – Hauptsache, das dient der Auflagensteigerung.

Der Begriff Pressefreiheit wird mehr und mehr in unerträglicher Weise strapaziert, besonders wenn ich die Statements des Präsidenten des Presserates, Roger Blum, zu dem von mir in der Interpellation aufgegriffenen Fall und zu denjenigen von Maximilian Reimann in der Stellungnahme lese: «Es gibt immer wieder Fälle, in denen Journalistinnen und Journalisten, ihrem ethischen Imperativ folgend, vertrauliche Sachverhalte publik machen müssen, selbst wenn ihnen rechtliche Sanktionen drohen. Der journalistische Berufskodex deckt sich nicht mit dem geltenden Recht. Die vorgesehenen Sanktionen bei Indiskretionen sind zu streichen oder zumindest zurückhaltend anzuwenden.»

Ich gehe davon aus, dass sich der Bundesrat der Meinung des Publizistikprofessors Blum anschliesst. Die Antwort des Bundesrates befriedigt mich nicht, ja sie beunruhigt mich sogar sehr. Ist bei unseren Bundesräten die Angst vor gewissen Presseleuten tatsächlich derart gross, dass sie in den Chor des Presserates einstimmen müssen? Sollen die Tore im Bundeshaus weiterhin weit offen sein für Journalisten, die nur auf Sensationen, Skandale und Unterhaltung ausgerichtet sind, die mit Indiskretionen und anderen fragwürdigen Mitteln arbeiten? Diese Frage bleibt offen.

Couchepin François, chancelier de la Confédération: Le Conseil fédéral l'a dit dans son rapport écrit, deux principes doivent éclairer ce débat: le premier, c'est le principe de la liberté des médias; le second, ce sont les principes qui régissent la déontologie de la profession. Le Conseil fédéral peut avoir une influence sur le premier, il ne peut pas en avoir sur les seconds. Il déplore, avec l'interpellant, le fait que l'éthique ne soit pas toujours respectée comme nous le souhaiterions.

Mais dans un Etat qui respecte la liberté de la presse, c'est tout d'abord à la presse elle-même de déterminer les principes éthiques de la profession, et ça n'est pas à l'autorité gouvernementale de le faire. Le Conseil fédéral l'a également dit: il déplore profondément – et il considère comme graves – les indiscretions qui se sont produites. Il a dit comment il entendait lutter contre elles, d'une part, bien sûr en essayant de faire des enquêtes et de découvrir les auteurs – cela a marché quelquefois, mais pas souvent –, et, d'autre part et surtout, par une politique d'information ouverte et active qui est décrite de manière très précise dans le rapport écrit qui vous a été fourni.

A ce sujet, je voudrais dire, et nous allons reprendre dans un instant le débat sur la réforme du gouvernement et de l'administration, que le projet du Conseil fédéral contient, aux articles 10 et 11, des bases de cette information beaucoup plus ouverte, beaucoup plus dynamique qu'il souhaite pouvoir dispenser. Malheureusement, la commission de votre Conseil propose de biffer ces dispositions. Je compte sur votre appui pour que, précisément parce que c'est aussi un moyen de lutter contre les indiscretions, nous ayons les outils que nous vous demandons.

En ce qui concerne les problèmes d'accréditation, vous avez connaissance de l'ordonnance. Elle ne donne qu'un seul cas concret dans lequel le chancelier est autorisé à retirer l'accréditation: c'est le cas où un journaliste publie sciemment et intentionnellement une information confidentielle ou secrète qui lui a été communiquée comme information confidentielle ou secrète. Il est clair que la disposition est très restrictive, mais elle s'inscrit précisément dans l'esprit du respect de ces deux piliers: liberté de la presse, d'une part, et règles d'éthique de la profession, d'autre part.

C'est dans cet esprit-là que je crois qu'il ne s'impose pas de prendre des mesures au-delà de ce qui a été fait.

93.3662

**Postulat Reimann Maximilian
Durchsetzung oder Revision
von Artikel 11
der Akkreditierungs-Verordnung
Article 11
de l'ordonnance sur l'accréditation.
Application ou révision**

Wortlaut des Postulates vom 17. Dezember 1993

Die Verordnung vom 21. Dezember 1990 über die Akkreditierung von Journalisten sieht in Artikel 11 Massnahmen vor, die von der Bundeskanzlei gegen akkreditierte oder Zutrittsberechtigte Journalisten ergriffen werden können, die bewusst oder absichtlich in einem Medium vertrauliche oder geheime Informationen verbreiten.

Der Bundesrat wird ersucht, entweder diesen Artikel durchzusetzen und Verstösse zu ahnden oder die Verordnung im Sinne der gängigen Praxis zu revidieren.

Texte du postulat du 17 décembre 1993

L'ordonnance du 21 décembre 1990 sur l'accréditation des journalistes prévoit à l'article 11 des mesures que la Chancellerie fédérale peut prendre à l'encontre de journalistes accrédités ou titulaires d'une carte d'entrée qui auraient divulgué

sciemment ou intentionnellement dans un organe de presse des informations confidentielles ou secrètes.

Le Conseil fédéral est invité à faire en sorte que cet article soit appliqué et que les infractions soient sanctionnées, ou alors, à veiller à ce que l'ordonnance soit révisée dans le sens de la pratique actuelle.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Allenspach, Aregger, Aubry, Baumberger, Berger, Bezzola, Binder, Bischof, Blatter, Blocher, Bonny, Borer Roland, Borradori, Bortoluzzi, Bühler Simeon, Cavadini Adriano, Chevallaz, Cincera, Daepf, Dettling, Dreher, Ducret, Engler, Epiney, Fehr, Fischer-Häggingen, Fischer-Seengen, Frey Claude, Frey Walter, Fritsch Oscar, Früh, Giezendanner, Giger, Gobet, Graber, Hari, Hegetschweiler, Hess Otto, Jenni Peter, Keller Rudolf, Kern, Kühne, Leuba, Loeb François, Mamie, Mauch Rolf, Maurer, Meier Samuel, Miesch, Moser, Müller, Nebiker, Neuenschwander, Oehler, Philipona, Pidoux, Raggenbass, Rohrbasser, Ruckstuhl, Rutishauser, Rycken, Sandoz, Scherrer Jürg, Scherrer Werner, Schmied Walter, Schwab, Schweingruber, Seiler Hanspeter, Stalder, Stamm Luzi, Steffen, Steinemann, Stucky, Suter, Tschuppert Karl, Vetterli, Wittenwiler, Wyss Paul, Wyss William, Zölch (80)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Der intensive Konkurrenzkampf im Medienbereich hat dazu geführt, dass Journalisten und Verlage zunehmend nach der Devise «Der Zweck heiligt die Mittel» zu neuen Informationen und «Primeurs» zu gelangen trachten. Davon betroffen ist auf nationaler Ebene nachgerade auch die Arbeit von Parlament, Bundesrat und Verwaltung. Zwei Beispiele aus der jüngsten Praxis mögen dies veranschaulichen:

– Am 22. Oktober 1993 publizierte ein Wochenmagazin Auszüge aus einem Vorentwurf des bundesrätlichen «Berichts über die Aussenpolitik der Schweiz in den neunziger Jahren».

– Am 21. November 1993 zitierte eine Sonntagszeitung gleich reihenweise aus Protokollen der nationalrätlichen Kommission für Rechtsfragen über die Beratung des Gleichstellungsgesetzes.

Diese Dokumente gelten als vertraulich; vergleiche dazu auch Artikel 25 Absatz 2 des Geschäftsreglements des Nationalrates, wo die Kommissionsberatungen expressis verbis als «vertraulich» gekennzeichnet sind. Akkreditierte und Zutrittsberechtigte Bundeshausjournalisten kennen diese Normen; die korrekten halten sich daran, ein paar wenige setzen sich hemmungslos darüber hinweg. Die Kluft zwischen jener überwiegenden Mehrheit von Medien, die sich korrekt ans Vertraulichkeitsprinzip halten, und jenen, die aus kommerziellen oder anderen Gründen bewusst bzw. absichtlich dagegen verstossen, vergrössert sich zusehends. Ja, erstere werden bei Tolerierung dieser largen Praxis geradezu ermuntert, die Akkreditierungs-Verordnung und insbesondere deren Artikel 11 künftig ebenfalls nicht mehr zu respektieren. Darunter wird, was das Parlament anbetrifft, zweifellos die seriöse parlamentarische Kommissionsarbeit leiden. Wenn keine Gewähr mehr besteht, dass Stellungnahmen und Abstimmungsverhalten eines einzelnen Kommissionsmitgliedes vertraulich bleiben, wird die Tendenz gefördert, die Kommissionsarbeit ins Plenum zu verlagern. Das kann nicht im Sinne der Effizienz parlamentarischer Tätigkeit sein.

Die Akkreditierungs-Verordnung gibt nun dem Bundesrat bzw. der Bundeskanzlei die Möglichkeit, Verstösse von fehlbaren Journalisten zu ahnden. Aus mir nicht bekannten Gründen ist Artikel 11 dieser Verordnung aber toter Buchstabe geblieben. Der Bundesrat wird deshalb aufgefordert, entweder dieser Verordnung Nachachtung zu verschaffen oder sie im Sinne der largen Praxis abzuändern. Es ist nicht einzusehen, warum Verstösse von ein paar wenigen Bundeshausjournalisten gegen klare Rechtsnormen ungeahndet bleiben. Schon gar nicht darf als Exkulpation in Betracht fallen, dass gewisse Leute innerhalb von Parlament oder Verwaltung an der Veröffentlichung von vertraulichen oder geheimen Informationen mitschuldig sind, indem sie willige Journalisten für sich einzuspannen versuchen. Die Anstiftung zur Veröffentlichung solcher Informationen ist ebenso verwerflich, kann aber nicht Gegenstand der Akkreditierungs-Verordnung sein.

Interpellation Moser Missbrauch vertraulicher Informationen durch die Presse

Interpellation Moser Divulgation par la presse d'informations confidentielles

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1995
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.3572
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	26.01.1995 - 08:00
Date	
Data	
Seite	134-135
Page	
Pagina	
Ref. No	20 025 249

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.